PROCES VERBAL DE LA SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL MUNICIPAL DE PEILLE DU 3 FEVRIER 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le trois février à quatorze heures et trente minutes, le conseil municipal de PEILLE s'est réuni en nombre prescrit par la loi, dans l'Hôtel de Ville de PEILLE, sous la présidence de M. Cyril PIAZZA, Maire.

Cette séance s'est tenue à huis clos en raison de la crise sanitaire due au coronavirus.

Présents : M. Cyril PIAZZA, Maire ; M. Serge CASTAN, Mme Béatrice ELLUL, M. Bernard GIRAUD, M. François ALZIARI, Adjoints ; M. Jean-Marc SIMONI, Adjoint Spécial ; M. Adrien ARSENTO, Christian CRISCI, Mme Jessica JAMES, M. Christophe LERICHE, Mme Michelle NOERO, Mme Nicole OUDINOT, Conseillers Municipaux.

Absents avec procuration :

Mme Christiane DELAIRE, Adjointe au Maire, ayant donné procuration à Mme Béatrice ELLUL, Adjointe au Maire ;

Mme Christine MOLINO, Conseillère Municipale, ayant donné procuration à M. Serge CASTAN, Adjoint au Maire ;

Mme Emilie PLAZA MORENO, Conseillère Municipale, ayant donné procuration à M. Bernard GIRAUD, Adjoint au Maire ;

M. Damien SCANDOLA, Conseiller Municipal, ayant donné procuration à M. François ALZIARI, Adjoint au Maire.

Absents excusés : Mme Marie COMPAN, Mme Alicia MENARDO, Mme Mélanie MULLER, Conseillères Municipales.

Secrétaire de séance : M. Serge CASTAN, Adjoint au Maire.

Les membres du conseil municipal reconnaissent avoir été convoqués à cette réunion publique conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et avoir reçu la convocation plus de trois jours francs avant la séance.

Monsieur le Maire salue la présence de Madame Christiane VIVAUDO et de Madame Elodie CASENOVE, cette dernière reprendra l'organisation et le suivi des conseils municipaux quand Madame VIVAUDO partira à la retraite. Il y a une période de transition.

Il est donné lecture du compte-rendu de la séance du conseil municipal du 30 novembre 2021 qui est approuvé à l'unanimité.

Le conseil municipal procède à l'examen des points à l'ordre du jour.

1 - Demande de relèvement du plafond de la carte d'achat auprès de la Caisse d'Epargne

RAPPORTEUR : Monsieur Serge CASTAN, Adjoint au Maire.

Monsieur le Maire informe l'Assemblée Communale que par délibération du 20 mars 2019, le conseil municipal avait adopté le principe d'une carte d'achat auprès de la Caisse d'Epargne pour un montant maximal annuel des dépenses cumulées ne devant pas dépasser 12.000 € (douze mille euros). Cette carte est laissée à la garde du porteur : Mme Christiane VIVAUDO, le responsable de programme désigné est Mme Elodie CASENOVE.

Monsieur le Maire rappelle qu'en 2020 et 2021, le conseil municipal a décidé de solliciter le relèvement du plafond de cette carte à 50.000 €, en raison notamment de la crise sanitaire due à la COVID 19.

Il indique que l'état d'urgence a été prolongé en France et propose au conseil municipal de l'autoriser à solliciter à nouveau auprès de la Caisse d'Epargne, un relèvement du plafond à 50.000 € (cinquante mille euros), exceptionnellement pour l'année 2022, afin de réduire les délais de paiement des sommes dues à des fournisseurs, notamment à des entreprises locales, qui ont déjà à subir des pertes conséquentes dans leur activité en cette période.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, Se prononce favorablement pour solliciter auprès de la Caisse d'Epargne le relèvement du plafond à 50.000 € de la carte bleue, pour l'année 2022.

2 - Cession du local situé « 9 rue Centrale » à PEILLE

RAPPORTEUR : Mme Béatrice ELLUL, Adjointe au Maire.

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée Communale que la commune a acquis par acte passé par devant Me Christelle DAPRELA, Notaire à GRASSE, le 22 décembre 2019, le local situé « 9 rue Centrale » à PEILLE cadastré section E n°191 d'une superficie d'environ 26 m², au prix de 34.000 €. Ce local était mis en location par la propriétaire, Mme Céline DAVID, à Mme Mauwa KINGOMBE pour une activité de salon de coiffure.

Il indique que par courrier du 20 avril 2021, Mme Mauwa KINGOMBE a fait part à la commune de son souhait d'acquérir ce local au prix de 30.000 €, afin de poursuivre son activité professionnelle au village.

Mme KINGOMBE propose d'acquérir ce bien sous la forme d'une vente à terme selon l'échéancier suivant :
Règlement annuel des échéances en 5 versements de 2.400 €,

à effectuer au 1^{er} janvier de chaque année, en 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, soit 12.000 €,

et le paiement du solde de 18.000 € restant, à régler au plus tard le 31 décembre 2025.

La propriété serait immédiate au jour de la signature de l'acte notarié et la jouissance rétroactive au 1^{er} janvier 2021.

Le paiement de la taxe foncière sera effectif par l'acquéreur à la date de la signature de l'acte.

Cette vente serait assortie d'une clause résolutoire, qu'en cas de non-paiement à la commune d'une seule échéance annuelle de loyers, la vente serait résolue de plein droit et les fonds versés précédemment par Mme KINGOMBE seraient conservés par la commune.

Il est ajouté qu'aucun syndic ne gère la copropriété de l'immeuble situé « 9 rue Centrale » à PEILLE.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement pour la cession de la parcelle section E n°191, local d'environ 26 m² situé « 9 rue Centrale » à PEILLE, en faveur de Mme Mauwa KINGOMBE, au prix de 30.000 € ;

Décide de confier à Me Christophe JOASSIN, Notaire à 06390 CONTES, la rédaction de l'acte à intervenir, dont les frais seront à la charge de l'acquéreur. En cas d'empêchement de M. le Maire, Mme Christiane DELAIRE et Mme Béatrice ELLUL, Adjointes au Maire, sont désignées pour représenter la commune pour la signature de l'acte notarié ;

Autorise M. le Maire à signer tous les documents relatifs à cette cession.

3 - Acquisition de la parcelle H n°532 au lieudit « St Martin de Peille » à PEILLE

RAPPORTEUR : M. Bernard GIRAUD, Adjoint au Maire.

Monsieur le Maire informe l'Assemblée Communale de la proposition de Mme Monique LOPEZ, demeurant « 210Bis route de la tête de chien » à la TURBIE, de cession à la commune de la parcelle H n°532 de 245 m² située à ST MARTIN de PEILLE dont elle est propriétaire, au prix de 13.000 €.

Madame LOPEZ propose également de faire don à la commune de deux terrains cadastrés section D n°298 de 401 m² et n°299 de 270 m² situés lieudit « la coletta » à PEILLE.

Il fait part aux membres présents de l'intérêt d'acquérir la parcelle H n°532 contigüe à des terrains communaux.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement pour l'acquisition de la parcelle H n°532 de 245 m² appartenant à Mme LOPEZ Monique au prix de 13.000 € ;

Dit que cette acquisition se fera par acte notarié passé par devant Me Christelle DAPRELA, Notaire,

4 rue Jean Ossola à 06130 GRASSE et que les frais inhérents à cette acquisition seront à la charge de la commune ;

Autorise M. le Maire à signer l'acte à intervenir et à effectuer toutes les formalités liées à cette acquisition.

En cas d'empêchement de M. le Maire, Mme Christiane DELAIRE et M. François ALZIARI, Adjoint au Maire, sont désignés pour représenter la commune pour la signature de l'acte notarié ;

Accepte le don consenti par Mme LOPEZ en faveur de la commune des parcelles cadastrées section D n°298 et 299 situés lieudit « la coletta » à PEILLE.

4 - Convention de pâturage à titre gracieux avec Monsieur Eric FRANQUIN

RAPPORTEUR : M. Bernard GIRAUD, Adjoint au Maire.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que par délibération n°2021_121 en date du 30 novembre 2021, la commune s'est porté acquéreur des parcelles cadastrées section A n°4,5,7 et 15 pour une superficie totale de 5 ha 47 a 08 ca, situées au lieudit « Peira Feuc » à PEILLE.

Il indique que M. Eric FRANQUIN, éleveur, gérant de la société « Lo Fromai de Cabra dal Touët souhaite exploiter ces parcelles avec son troupeau.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de mettre à la disposition de M. Eric FRANQUIN les parcelles précitées, à titre gracieux, pour une durée de dix années à partir du 1er janvier 2022 et propose de conclure avec M. FRANQUIN une convention d'occupation de ces terrains.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, Approuve le projet de convention de pâturage ci-joint avec Monsieur FRANQUIN qui sera établie à titre gracieux pour une durée de dix ans à partir du 1^{er} janvier 2022, avec une interdiction de sous-location. Cette convention sera caduque en cas de cessation d'activité de M. FRANQUIN.

5 - Résultat de l'enquête publique en vue du déclassement du chemin rural situé entre les parcelles H N°739, n°738 et les parcelles H N°2565 et N°2564 Quartier « la Paran » à PEILLE et aliénation dudit chemin.

RAPPORTEUR : M. François ALZIARI, Adjoint au Maire.

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée Communale que par délibération du 14 avril 2021, elle a décidé l'ouverture d'une enquête publique concernant le déclassement de ce chemin rural situé entre les parcelles H N°739, n°738 et les parcelles H N°2565 et N°2564 Quartier « la Paran » A PEILLE, suivant l'article R. 111-1 d'une durée de 15 jours, afin de recueillir les observations de toutes les personnes pouvant être impactées par les modifications des conditions de desserte et de circulation induites par le déclassement du chemin cité en objet.

Il ajoute qu'une enquête publique s'est tenue en Mairie de PEILLE du 27 septembre au 11 octobre 2021.

A l'issue, Monsieur Georges MARTINEZ, commissaire-enquêteur, a fait parvenir ses conclusions par courrier du 8 novembre 2021 et a émis un avis favorable.

Les résultats de l'enquête doivent être présentés dans un délai de trois mois au conseil municipal en vue de statuer sur l'aliénation dudit chemin.

Par ailleurs, le déclassement du chemin rural tel qu'indiqué ci-dessus avait pour but son aliénation au profit de M. Yves DEMAY et M. Jean-Louis EYSSERIC qui en avaient sollicité l'acquisition.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement pour le déclassement de la partie du chemin rural situé entre les parcelles H N°739, n°738 et les parcelles H n°2565 et N°2564 Quartier « la Paran » A PEILLE et pour les négociations devant intervenir pour leurs cessions entre la commune de PEILLE et MM. DEMAY Yves et EYSSERIC Jean-Louis.

Monsieur le Maire souhaite demander une évaluation aux services des domaines des parties faisant l'objet de ces cessions. Le conseil municipal se prononcera ultérieurement pour fixer le prix de cession.

6 - Renonciation à l'acquisition d'une licence de débit de boissons de 4^{ème} catégorie

RAPPORTEUR : M. Jean-Marc SIMONI, Adjoint Spécial.

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée Communale que par délibération du 17 décembre 2019, elle s'était prononcé favorablement pour se porter acquéreur de la licence de débit de boissons de 4^{ème} catégorie détenue par Mme Virginie BURGUNDER, gérante du bar tabac l'Absinthe – 6 rue Félix Faure à PEILLE au prix de 19.000 € et de 3.000 € au titre des frais de commission d'agence.

Il indique que cette acquisition n'a pas aboutie et propose par conséquent au conseil municipal de rapporter la délibération précitée.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement pour rapporter la délibération du conseil municipal du 17 décembre 2019 relative à l'acquisition à Mme Virginie BURGUNDER de la licence de débit de boissons de 4^{ème} catégorie qu'elle détenait.

7 - Acquisition d'une licence de débit de boissons de 4^{ème} catégorie

RAPPORTEUR : M. François ALZIARI, Adjoint au Maire.

Monsieur le Maire informe l'Assemblée Communale que Mme LEVAMIS Marie-Paule, propriétaire du restaurant CAUVIN sis 5 Place Carnot à PEILLE, a mis à la vente par l'intermédiaire du cabinet LICENCE 4 – 88 Cours St Louis à 33300 BORDEAUX, la licence de débit de boissons de 4^{ème} catégorie qu'elle détenait. Il fait part au conseil municipal de l'opportunité pour la commune de se porter acquéreur de cette licence, et propose le prix de 23.000 €.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement pour l'acquisition à Mme LEVAMIS Marie-Paule de la licence de débit de boissons de 4^{ème} catégorie, qu'elle exploitait au restaurant CAUVIN sis 5 Place Carnot à PEILLE, au prix de 23.000 € ;

Autorise M. le Maire à signer tous les documents afférents à cette transaction et à prendre en charge les frais inhérents à ce dossier ;

En cas d'empêchement de M. le Maire, M. Serge CASTAN, Adjoint au Maire, et M. Jean-Marc SIMONI, Adjoint Spécial, sont désignés pour représenter la commune pour la signature de l'acte à intervenir.

8 - Convention d'objectif avec le Bouclier-CESAE pour la capture et la stérilisation des chats

RAPPORTEUR : Mme Nicole OUDINOT, Conseillère Municipale.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que par délibération du 10 juin 2015, la commune avait décidé de passer une convention avec la Fédération Bouclier-CESAE pour la capture des chats et leur stérilisation.

Il ajoute que par l'intermédiaire de cette fédération, de nombreux chats ont été stérilisés. Compte tenu de l'intérêt que représente pour la salubrité publique l'intervention de cet organisme, il est proposé au conseil municipal le renouvellement de la convention prévoyant la capture, le transport des chats libres chez le vétérinaire ou à l'organisme choisi par la Mairie.

Pour cette mission, le BOUCLIER CESAE percevra la somme de 160 € HT par ilot initié quel que soit le nombre d'interventions pour terminer l'ilot. Un ilot est constitué de chats libres qui, dans un lieu précis et à heure fixe, se regroupent pour y être nourris.

Il convient d'autoriser M. le Maire à signer la convention à intervenir avec cette fédération aux conditions indiquées ci-dessus pour une durée d'un an à compter de sa signature et sera prolongée d'année en année par reconduction expresse.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, Autorise M. le Maire à signer la convention d'objectifs à intervenir avec la Fédération Bouclier-CESAE aux conditions indiquées ci-dessus, pour une durée d'un an à compter de sa signature et sera prolongée d'année en année par reconduction expresse.

9 - Contrat d'assurance des risques statutaires du personnel - Délibération donnant mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Alpes-Maritimes pour lancer une procédure de marché public

RAPPORTEUR : Mme Béatrice ELLUL, Adjointe au Maire.

Monsieur le Maire expose au conseil municipal

* L'opportunité pour la commune de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire proposé par le Centre de Gestion, pour la couverture des risques statutaires inhérents au statut des agents publics, (application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la fonction publique territoriale) ;

* La possibilité de mandater le Centre de Gestion en vue de la souscription, pour son compte, d'un contrat d'assurance garantissant la commune contre les risques financiers découlant des dispositions de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984.

Il précise que la décision d'y adhérer fera l'objet d'une nouvelle délibération après information par le Centre de Gestion 06 du résultat de la mise en concurrence, en fonction des conditions tarifaires et des garanties proposées.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 5) de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif aux contrats souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements publics territoriaux,

Vu le Code des assurances,

Vu le Code de la commande publique,

Considérant que le Centre de Gestion des Alpes-Maritimes, envisage de relancer une consultation en 2022 en vue de souscrire pour le compte des Collectivités et Etablissements publics du Département qui le mandateront un nouveau contrat groupe d'assurance des risques statutaires avec effet au 1er janvier 2023.

Décide de donner mandat au CDG 06 pour lancer une procédure de marché public, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des conventions d'assurances auprès d'une entreprise d'assurance agréée.

Les conditions des contrats pour lesquels le Centre de Gestion des Alpes-Maritimes reçoit mandat sont les suivantes :

- régime contrat : capitalisation
- type de contrat : contrat groupe
- durée du contrat : 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 2023
- catégories de personnel à assurer :
 - soit agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL,

- soit agents contractuels de droit public et agents titulaires ou stagiaires affiliés à l'IRCANTEC,
- soit les deux catégories.

- seuil d'entrée sans condition dans le contrat.

L'étendue des garanties pour lesquelles le Centre de Gestion reçoit mandat est celle résultant des articles : L416-4 du Code des Communes et 57 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée susvisée.

La commune se réserve la faculté d'y adhérer en fonction des conditions tarifaires et des garanties proposées.

10 - Dissolution du Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz (SDEG) et transfert de compétences au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes-Méditerranée (SICTIAM)

RAPPORTEUR : M. Adrien ARSENTO, Conseiller Municipal.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5721-2, L 5212-33 et L.5711-4,
Vu l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2021 approuvant les statuts du SICTIAM intégrant notamment les compétences exercées par le SDEG,

Vu la délibération du 19 octobre 2021 du SDEG approuvant le transfert de compétences du SDEG au SICTIAM, entraînant le droit de dissolution du SDEG,

Vu la délibération du 26 octobre 2021 du SICTIAM approuvant les modalités de transfert de compétences du SDEG au SICTIAM,

Vu les statuts modifiés du SICTIAM tels qu'annexés à la présente délibération,

Monsieur le Maire expose au conseil municipal :

Considérant que par délibérations concordantes susvisées, les comités syndicaux du SDEG et du SICTIAM ont approuvé le transfert de l'ensemble des compétences du SDEG au SICTIAM au 1^{er} janvier 2022,

Considérant que ce transfert entraîne la dissolution de droit du SDEG,

Considérant qu'en application de l'article 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes membres du syndicat dissous deviennent de plein droit membres du syndicat mixte auquel le syndicat de communes a transféré l'intégralité de ses compétences,

Considérant que les statuts du SICTIAM prévoient en ses articles 5 et 6 la désignation de représentants de ses membres d'une part à l'assemblée générale et d'autre part au sein des collèges des compétences à la carte du comité syndical,

Considérant que la commune de PEILLE, membre adhérent au SICTIAM au titre des missions générales d'ingénieries numériques, a désigné par délibération de son conseil municipal du 15 juin 2020, ses représentants à l'assemblée générale du SICTIAM,

Considérant que du fait de la dissolution de droit du SDEG, il convient désormais que le conseil municipal désigne ses représentants pour siéger au sein des collèges dédiés aux compétences exercées initialement par le SDEG et transférées au SICTIAM, tels que prévus à l'article 6 des statuts susvisés, à savoir :

-collège « distribution publique d'électricité »,

-collège « éclairage public »,

Considérant qu'en application de l'article 6 des statuts susvisés, la commune est représentée au sein de chaque collège par un délégué titulaire et un délégué suppléant, sachant qu'un même délégué désigné par la commune peut appartenir à plusieurs collèges,

Considérant enfin que le choix des délégués des communes ne peut porter que sur l'un des membres de son conseil municipal,

Il est proposé au conseil municipal de désigner ses représentants au sein des collèges dédiés aux compétences citées ci-dessus, afin de pouvoir siéger au prochain comité syndical du SICTIAM à compter du 1^{er} janvier 2022.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Prend acte du transfert de compétences du SDEG au SICTIAM et des statuts modifiés du SICTIAM ;

Désigne les représentants de la commune pour siéger dans les collèges du comité syndical du SICTIAM suivants :

-collège « distribution publique d'électricité »,

en qualité de titulaire : M. Adrien ARSENTO, Conseiller Municipal

en qualité de suppléant : M. Bernard GIRAUD, Adjoint au Maire.

-collège « éclairage public »

en qualité de titulaire : M. Serge CASTAN, Adjoint au Maire

en qualité de suppléant : Mme Christiane DELAIRE, Adjointe au Maire.

Autorise M. le Maire ou son représentant à transmettre la présente délibération au président du SICTIAM,

Autorise M. le Maire ou son représentant à effectuer toute démarche nécessaire à la bonne exécution de cette délibération, à signer tout document, convention et avenant.

Monsieur le Maire remercie M. ARSENTO pour sa présence aux réunions de ces syndicats.

Monsieur le Maire annonce que l'acte à intervenir entre la commune et la SI BORBOLETA devrait être signé le 25 février prochainement, pour l'acquisition d'une superficie de 11 m2.

Il ajoute qu'il a été récemment élu vice-président de l'Association des Maires Ruraux des Alpes-Maritimes et annonce l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays des Paillons au Centre Régional du Tourisme.

Il a assisté dernièrement à des réunions afin d'obtenir des financements pour des projets présentés par la CCPP dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région.

11 - Accueil d'un bénévole en service civique - Prestation versée au volontaire

RAPPORTEUR : M. François ALZIARI, Adjoint au Maire.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de se prononcer sur l'accueil de personnes volontaires au service civique.

Vu le code des collectivités territoriales,

Vu le code du Service National,

Vu la loi n°2010-214 du 10 mars 2010, qui instaure le service civique afin de proposer aux jeunes de 16 à 25 ans un nouveau cadre d'engagement, dans lequel ils pourront gagner en confiance, en compétences et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir tant citoyen que professionnel, tout en se mobilisant sur des défis sociaux et environnementaux,

Vu le décret 2010-485 du 12 mai 2010, relatif au service civique et à l'arrêté du 13 septembre 2010 relatif aux critères de versement de la majoration de l'indemnité due à la personne volontaire dans le programme de l'engagement civique,

Les collectivités territoriales et les établissements publics affiliés peuvent mettre en place l'engagement de service civique et ce, pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'interventions reconnus prioritaires pour la nation : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.

Les missions de service civique doivent permettre d'expérimenter ou de développer de nouveaux projets au service de la population, de démultiplier l'impact d'actions existantes en touchant davantage de bénéficiaires, ou de renforcer la qualité du service déjà rendu par les agents à la population. À ce titre, le volontaire ne peut être indispensable au fonctionnement courant de l'organisme et ne doit pas exercer de tâches administratives et logistiques liées aux activités quotidiennes de l'organisme (secrétariat, standard, gestion des ressources humaines...).

Quatre conditions doivent être remplies par l'organisme d'accueil pour recourir au service civique :

- Les volontaires doivent être engagés sur des missions utiles à la société, permettant de répondre aux besoins de la population et des territoires ;
- Les volontaires doivent intervenir en complément de l'action des agents publics et ne doivent pas s'y substituer ;
- Les missions proposées dans le cadre du service civique s'adressent à tous les jeunes de 16 à 25 ans et ne peuvent pas exclure les jeunes n'ayant pas de diplômes ou de qualification. Des prérequis en termes de compétences particulières, d'expérience professionnelle ou bénévole préalables ne peuvent être exigés aux volontaires. Le savoir-être et la motivation doivent prévaloir ;
- Le service civique doit permettre aux volontaires de vivre une expérience de mixité sociale, dans un environnement différent de celui où il évolue habituellement.

La Mission locale, sous l'agrément de l'Union Nationale des Missions Locales, agréée par l'Agence de service civique, mettra à disposition leurs volontaires auprès de la commune de PEILLE.

Le contrat de service civique n'est pas un contrat de travail. Il sera signé avant le démarrage de la mission, selon les conditions et modalités suivantes :

- Le temps de travail représentera au moins 24 heures hebdomadaires ;
- Il donnera lieu à une indemnité, correspondant à 36,11 % de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 522,87 euros brut versée directement par l'agence de service public de l'État au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts

afférents à la protection sociale par l'État. La commune de Peille en tant qu'organisme d'accueil versera au jeune une indemnité complémentaire pour les frais d'alimentation et de transport, correspondant à 7,43% de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 107,58 € net par virement administratif.

- Un tuteur sera désigné au sein de l'organisme d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions ;
- Une formation civique et citoyenne sera dispensée par l'organisme d'accueil, comprenant de manière obligatoire une formation aux premiers secours.

Considérant que le service civique est un dispositif qui correspond aux finalités des projets municipaux par le développement d'actions complémentaires d'intérêt général répondant aux nouveaux enjeux sociaux, Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour la commune de Peille que pour les jeunes de 16 à 25 ans ;

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, Décide de mettre en place le dispositif du service civique en partenariat avec la Mission Locale de MENTON, pour une mission de service civique dans le domaine « Facilité l'accès à la culture », avec une intervention auprès de la population, du personnel administratif et des élus locaux, pour un temps de travail minimal de 24 heures hebdomadaires à compter du 7 février 2022 pour une durée de 8 mois ;

Autorise M. le Maire à signer la convention tripartite d'engagement de service civique avec le volontaire et la Mission Locale de MENTON ;

Autorise M. le Maire à ouvrir les crédits nécessaires pour le versement d'une prestation complémentaire par virement administratif d'un montant de 107,58 € par mois pour la prise en charge des frais d'alimentation et de transport ;

Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune.

12 - Avenant n°1 au contrat de location de la parcelle H n°1780 suite à un changement de locataire

RAPPORTEUR : Mme Nicole OUDINOT, Conseillère Municipale.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que par courrier en date du 21 janvier 2022 Monsieur Frédéric RICHIER, gérant de l'entreprise SIGNUM PAYSAGE, souhaite transmettre son bail de location à Monsieur Angelo GALLUCIO, gérant de l'entreprise ANGELO TRANSPORT ET REVOV, 12 rue des orchidées à 06240 BEAUSOLEIL.

Ce dernier utilise actuellement la partie inférieure de la parcelle cadastrée H n°1780. Il est donc nécessaire de conclure un avenant au contrat de location initial, suite à ce changement de locataire.

Les autres conditions du bail de location du 1^{er} septembre 2021 sont inchangées.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, Approuve le projet d'avenant n°1 ci-joint au contrat de location de la parcelle communale cadastrée section H n°1780 à intervenir avec M. Angelo GALLUCIO – entreprise ANGELO TRANSPORT et RENOV, en tant que nouveau locataire de la parcelle précitée.

Les autres conditions du bail du 1^{er} septembre 2021 sont inchangées.

13 - Motion pour le maintien de la ligne SNCF NICE-TENDE

RAPPORTEUR : Mme Béatrice ELLUL, Adjointe au Maire.

Monsieur le Maire indique à l'Assemblée Communale que des travaux importants doivent être engagés sur la section ferroviaire Nice –Tende, notamment au niveau du tunnel de Braus entre Touët de l'Escarène et Sospel.

Le comité de pilotage réunissant L'Etat, la SNCF et la Région a annoncé que pour mener à bien ces travaux, la ligne sera totalement fermée pour une période de 12 à 18 mois, les travaux devant se dérouler à l'horizon 2023-2024.

Monsieur le Maire indique que si la réalisation de ces travaux est une nécessité, une autre organisation que la fermeture totale de la ligne doit être retenue afin de maintenir la desserte des vallées des Paillons et notamment du lycée Gosciny de Drap et du collège de l'Escarène.

Ce maintien est absolument indispensable pour éviter d'augmenter encore le trafic routier déjà très intense dans les Paillons par la mise en place de navettes de substitution qui se trouveraient elles-mêmes dans l'incapacité de jouer leur rôle du fait de l'accroissement des embouteillages.

Aussi, Monsieur le Maire propose de demander à l'Etat, la SNCF et la Région le maintien du fonctionnement de la ligne entre Nice et l'Escarène, avec au minimum le nombre de rotations actuelles durant la durée de travaux.

Au-delà de la problématique des Paillons, il propose également de demander à l'Etat, la SNCF et la Région de mettre en œuvre une organisation des travaux permettant d'éviter la fermeture de la ligne pour la vallée de la

Roya. Il est en effet vital pour l'activité économique et les déplacements de population de cette vallée, durement touchée par la tempête Alex, de disposer de la desserte ferroviaire. L'organisation des travaux de nuit avec un fonctionnement de la ligne le jour pouvant être un des scénarios envisagés.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Demande à l'Etat, la SNCF et la Région :
- le maintien du fonctionnement de la ligne ferroviaire entre Nice et l'Escarène, avec au minimum le nombre de rotations actuelles durant la durée des travaux prévus sur la ligne de restauration du tunnel de Braus entre l'Escarène et Sospel ;
 - de mettre en œuvre une organisation des travaux permettant d'éviter la fermeture de la ligne pour la vallée de la Roya. L'organisation des travaux de nuit avec un fonctionnement de la ligne le jour pouvant être un des scénarios envisagés ;
 - de permettre le passage à minima de navettes de train durant ces travaux.

Monsieur le Maire ajoute que cette motion est très importante pour que le train circule toujours malgré les travaux.

14 - Attribution de la Médaille de la Commune de PEILLE

RAPPORTEUR : Mme Nicole OUDINOT, Conseillère Municipale.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée Communale de décerner la Médaille de la Commune de PEILLE à M. Bernard GIRAUD, à titre de reconnaissance pour son dévouement à la commune, de par ses fonctions électives à la Mairie de PEILLE, et son implication au Centre de Secours de PEILLE, dont on a célébré le 60^{ème} anniversaire en 2021.

Monsieur Bernard GIRAUD a assumé les fonctions d'adjoint au Maire de 1983 à 2008, durant le mandat 2014-2020 et le mandat actuel 2020-2026.

Engagé volontaire au Centre de Secours de PEILLE, il a gravi tous les échelons et a été élevé au grade de Capitaine, pour en prendre le commandement jusqu'en 2005.

Il a contribué à la construction du centre de secours et à la création de l'école des Jeunes Sapeurs-Pompiers.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à la majorité des votants : quinze votes pour (M. Bernard GIRAUD, Adjoint au Maire, ne prend pas part au vote),

Se prononce favorablement pour attribuer la Médaille de la Commune de PEILLE à M. Bernard GIRAUD et le remercier pour son dévouement à l'égard de la commune et du Centre de Secours de PEILLE.

Monsieur le Maire ajoute que cette médaille décernée à M GIRAUD est le témoignage de la reconnaissance des années sacrifiées au service de la commune et du Centre de Secours de PEILLE et qu'il convient de saluer son dévouement.

Le Centre de Secours a connu une belle dynamique sous le commandement de M. GIRAUD, il a connu l'évolution de la commune et du département.

C'est l'un des premiers qui a développé les cellules de crise autonomes et il a été un précurseur en matière de formations de secourisme (recherche avec des chiens de victimes ensevelies lors de séismes, etc...). Il a œuvré dans la continuité de son père, M. Louis GIRAUD, qui était chef de centre.

15 - Création de postes de rédacteurs

RAPPORTEUR : Mme Béatrice ELLUL, Adjointe au Maire.

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée Communale :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

Considérant le tableau des emplois adopté par le conseil municipal le 31 octobre 2019 ;

Considérant que le pôle scolaire et le pôle financier de la commune doivent être pourvu par des agents remplissant des fonctions de rédacteur territorial, leurs missions consistant à assurer des tâches d'application administratives, budgétaires, comptables et managériales ;

Considérant la nécessité de créer 2 emplois de rédacteur territorial, catégorie B.

Il propose

- la création de 2 emplois de rédacteurs permanents à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires.

En cas d'impossibilité de pourvoir ce poste par voie statutaire, ces emplois pourront également être pourvus par des agents contractuels sur le fondement de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984. Les agents ainsi recrutés exerceront les fonctions suivantes : responsable du pôle scolaire et responsable du pôle financier. Ils devront détenir le baccalauréat et justifier d'une expérience de 2 années dans le secteur public ou privé aux mêmes fonctions.

La rémunération sera fixée en référence à la grille indiciaire du grade de rédacteur territorial. L'agent pourra éventuellement percevoir le régime indemnitaire afférent à ce grade.

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 7 février 2022 :

Filière : administrative,

Cadre d'emploi : rédacteur,

Grade : 1^{er}

Ancien effectif 1

Nouvel effectif 3.

Le conseil municipal après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide d'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget de commune au chapitre 012.

Monsieur le Maire précise que c'est Madame Elodie CASENOVE et Madame Stéphanie MOLINIER qui ont obtenu le concours de rédacteur

Il conviendra de mettre à jour le tableau des effectifs et de transmettre au Centre de Gestion les fermetures de postes éventuels.

Il est envisagé de recruter un agent aux services techniques qui collaborera avec la responsable de ces services.

Au niveau du service des Ressources Humaines, M. David SELLEM devrait quitter ses fonctions cette année,

M. Luca CESARONI devrait lui succéder.

Informations du conseil municipal sur les décisions prises en application des articles L 2122-23 et 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

1. Dispositif expérimental de réduction de la vitesse de type mini giratoire urbain et création de 2 passages piétons – RD53 en agglomération de La grave de Peille

En partenariat avec la Subdivision Départementale de l'Aménagement Littoral EST.

Durée du dispositif : Du 09/12/21 au 16/05/22.

Cette expérimentation vise à réduire la vitesse et changer le comportement sur cet axe structurant et partagé par tous : piétons, vélos, véhicules, que représente la RD 53 reliant Peille et La Grave.

Après plus d'un mois d'expérimentation, un premier bilan a mis en évidence le comportement dangereux de certains usagers qui prennent le mini giratoire à contre-sens et à vive allure. Des mesures correctives, voir coercitives sont à l'étude.

L'anneau central pourra être déplacé de manière à limiter l'effet tangentiel des véhicules qui circulent dans le sens, la Grave de Peille vers Peille.

Le SDA propose également de tester la mise en place de camera factice et /ou de faire appel à la gendarmerie.

Monsieur le Maire pense qu'il faut peut-être faire appel à la gendarmerie et peut être envisager le déplacement de l'arrêt de bus.

2. Station d'épuration de Peille

Mission de Maîtrise d'œuvre pour la sécurisation et la modernisation de la STEP de Peille :

Consultation terminée.

Attribution de la mission à la société TPF I pour un montant de 18 000€

Montant estimé des travaux 200 000€HT

Subvention sollicitée par la commune au titre de la DETR 2022, à hauteur de 160 056€.

Nous sommes dans l'attente de la signature du bornage réalisé entre la Commune et M. Jean Louis Frassinetti.

L'ordre de service a été transmis à l'entreprise.

3. Aménagement Place Marie Garden : Halle couverte et parking

Maîtrise d'ouvrage déléguée : SILCEN

Maitre d'œuvre : Cabinet CAMOUS Architecture

Consultation terminée.

Attribution des lots pour un montant des travaux de 968 277.88€ ht

lot 1 : ENTREPRISE GARELLI : Terrassement / genie civil / vrd = 936 715.88€ ht

lot 2 : ENTREPRISE AVS : Ferronnerie = 31 562.00€ ht

DEMARRAGE DES TRAVAUX – phase étude et préparation en cours.

Monsieur le Maire pense que pour l'instant les travaux se déroulent bien et qu'il n'y a pas de problème au niveau du stationnement.

La séance est levée à 16 H 15.